

original: jac

1D

P.B. 15. 21. Kirg.
P.B. 15. 21. Kirg.

kopies : brf ke sin dy kj ay la kt sru wok

moscou, 06.06.92 10.00

153) hhhh

pour :

- secretaire d'etat jacobi
 - secretaire d'etat kellenberger
 - div. pol. i
 - secr. pol.
 - serv. economique et financier
 - ofaee, pays de l'est
 - departement des finances (att. vice-directeur kaeser)
 - corps d'aide en cas de catastrophe (m. amberg)
- copie envoyee par d/c a ambassade, ankara

accompagne de mme tagliavini, je me suis rendu au kazakhstan (ka) du 1er au 3 juin pour l'etablissement des relations diplomatiques et au kirghizistan (kj) du 3 au 5 juin pour la presentation des lettres de creance. grande puissance parmi les etats successeurs de l'urss, le ka n'accepte pas que l'on puisse etablir les relations et presenter les lettres au cours du meme voyage. je devrai donc retourner a alma-ata a une occasion ulterieure.

mes interlocuteurs dans chacun des deux pays ont ete les suivants :

kazakhstan : mae tulentai suleimenov - premier vice-ministre du commerce exterieur bolotchan taïjanov - mme sarah nazarbäiev, presidente du fond de l'enfance "bubek" - ambassadeur de turquie - charge d'affaires d'Allemagne.

kirghizistan : president askar akaïev - ministre de l'economie et des finances amanqueldi muraliev - premier vice-ministre des ae marat saralinov - vice-president du comite d'etat du commerce exterieur mikhaïl parachkura - ambassadeur de turquie - charge d'affaires des etats-unis - charge d'affaires de chine.

le president akaïev, physicien de profession, est une personnalite attachante, un peu timide, qui jouit d'un tres large soutien de la population. dans l'entretien qui a suivi la remise des lettres de creance, il a a plusieurs reprises, sur un ton tres amical, souligne les affinites entre le kf et la suisse et son intention de s'inspirer du modele suisse. il a rappele, avec une emotion sincere, l'excellent souvenir qu'il a garde de son passage en suisse en fevrier dernier et surtout de ses entretiens avec m. felber.

kopie ging an: bawj
dep des finances/fax



le ka et le ki n'ont pas l'exotisme que leurs noms évoquent. ils ont été occidentalisés par plus de 150 ans de colonisation russe et leur population est russe à 40 o/o. la période soviétique a tout particulièrement accentué cette occidentalisation. ces pays disposent d'une infrastructure qui n'est pas négligeable, notamment de routes meilleures qu'en Russie et d'un réseau électrique poussé jusque dans les plus petites localités. l'analphabétisme a disparu et le niveau général d'instruction est élevé. il est donc important de souligner qu'il ne s'agit pas de pays sous-développés mais d'une situation nouvelle, dont la décolonisation du tiers monde n'a présenté aucun exemple. en apportant son assistance à la formation de cadres, l'occident aura affaire à du personnel instruit mais ignorant des conditions de l'économie de marché à la suite de 70 ans de communisme qui ont renforcé l'isolement géographique de ces régions. il s'agira donc d'informer plutôt que de former.

contrairement à d'autres républiques centre-asiatiques, l'islam ne joue pour l'instant qu'un faible rôle au ka et ki. ces populations nomades avaient leur propre religion de type animiste jusqu'au XVIII^e siècle, où l'islam est alors apparu. cette implantation tardive est restée superficielle et ces deux états présentent toutes les conditions pour réaliser la société laïque dont ils rêvent selon le modèle turc. ces deux républiques ne sont donc pas menacées par le fondamentalisme islamique et l'influence de l'Iran y est imperceptible.

on relèvera pareillement que, dans ce milieu peu porté vers les grands systèmes, le communisme a surtout servi d'instrument de pouvoir à l'autorité centrale. il survit tout au plus dans certains schémas mentaux et une lourdeur administrative. on me dit que dans le territoire très étendu du ka, les fonctionnaires locaux, laissés à eux-mêmes, n'ont pas encore changé grand-chose à leurs habitudes. au ki, on n'a même pas modifié les noms des rues, ni retiré la grande statue de Lénine sur la place principale de la capitale. il y a là une grande part d'indifférence à l'égard du passé, mais aussi une mesure de prudence. les anciens communistes occupent encore la majorité au parlement et ils

ont déjà essayé d'empêcher la réélection du président Akaïev. si le communisme est éliminé, les communistes continuent de former un groupe de pression.

il a été relevé plus haut que la Turquie est prise ici comme modèle tout comme dans les autres républiques islamiques de l'ancienne URSS. dans des termes presque identiques, il nous

a été dit par divers interlocuteurs que la Turquie d'Atatürk fournit un exemple à suivre pour introduire la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme. Les défauts du système turc, qui sont frappants vus à partir de l'Occident, n'apparaissent pas pour l'observateur d'Asie centrale. Il ne voit que le bond qu'a représenté le passage de la société ottomane islamique traditionnelle à un état moderne. Pour les mêmes raisons, la Turquie est considérée comme un pont vers l'Occident, comme l'intermédiaire obligé vers une Europe à laquelle on rêve de s'intégrer.

À mon avis, le rôle de la Turquie offre un troisième aspect positif. Par sa présence culturelle, économique et peut-être un jour sur le plan de la concertation politique, la Turquie est un facteur de stabilité dans une région qui, après l'éclatement de l'empire soviétique, risquerait de tomber dans le chaos. Le chargé d'affaires des États-Unis à Bichkek me confirme que l'action de la Turquie est appréciée par son gouvernement dans les mêmes termes que je viens de rapporter et que les États-Unis la soutiennent sans réserve.

En dépit de ses moyens limités, la Turquie fait beaucoup dans les deux républiques : envois de vivres par avion, formation professionnelle, crédits, etc. Elle use de son influence pour favoriser l'introduction de l'alphabet latin, qui ne facilitera pas seulement les contacts avec elle, mais l'ouverture vers le monde moderne scientifique et technique. En Kirghizistan, l'enseignement du russe a été réduit de moitié en faveur de l'anglais et du turc par parts presque égales.

Sur le plan économique, les deux républiques ne peuvent pas être traitées ensemble, à l'exception d'un problème qui leur est commun, à savoir l'imbrication de leur économie avec celle de la Russie et l'état de dépendance qui en résulte. Par exemple, le Kazakhstan est exportateur de pétrole mais faute de capacité de raffinage suffisante, il doit faire transporter vers la Russie du pétrole brut qu'il réimporte ensuite après raffinage. Une préoccupation commune aux deux états est d'éviter de se trouver par rapport au monde occidental dans une situation de relation nord-sud. On ne veut pas être fournisseur de matières premières, ni se voir confiner dans des productions industrielles de niveau primitif. On voudrait réussir le saut vers une industrialisation de haut niveau dans certains domaines spécialisés.

Le Kazakhstan est nettement la plus riche des deux républiques, et même la plus riche des états successeurs. Ses ressources en pétrole, gaz, métaux précieux et autres métaux sont considérables. Le contrat avec la firme Chevron, mentionné par tous nos interlocuteurs, est considéré comme l'affaire du siècle et il devrait rapporter au Kazakhstan des revenus considérables. Pourtant, l'engagement du capital étranger au Kazakhstan est moins important qu'il ne pourrait paraître selon certains rapports de presse. Le chargé d'affaires d'Allemagne ne peut mentionner que deux sociétés de son pays qui aient déjà procédé à des investissements : Continental et Preussag. Notre compatriote, M. Corbi, domicilié au Liechtenstein, a ouvert à Alma-Ata un important bureau d'assistance aux hommes d'affaires étrangers, qui travaille fort bien et est naturellement à la disposition des

industriels suisses. m. corbi me mentionne un seul investissement suisse jusqu'a present, la creation d'une fabrique de charcuterie.

par la richesse de ses ressources, le ka est generalement considere comme le plus important partenaire economique potentiel de l'occident dans la region. je suis cependant arrive a la conclusion qu'il ne l'est pas pour la suisse en raison des orientations respectives des deux pays. les domaines dans lesquels le ministre de l'economie me dit

attendre une cooperation etrangere sont la recherche, l'exploitation et l'industrie petrolieres, l'exploitation miniere, les industries metallurgiques, autant de domaines dans lesquels nous n'avons que peu a offrir. le meme interlocuteur nous invite a nous manifester dans les secteurs si souvent mentionnes ailleurs des industries alimentaires, du tourisme et de la banque.

le ki est nettement plus pauvre. l'ambassadeur de turquie me raconte qu'au moment de la visite de m. demirel, le caissier de la delegation portait dans son attache-case une somme plusieurs fois superieure a tous les avoirs du tresor public kirghize. de l'avis du charge d'affaires de chine, le plus important pour aider a l'essor economique de cette region serait de developper ses voies de communications. une ligne de chemin de fer entre alma-ata et la chine sera ouverte ce mois encore. en outre, la chine prepare l'ambitieux projet d'une route qui, a partir de ki, passerait par le sinkiang pour aboutir au pakistan, rejoignant ainsi le ki a son debouche maritime le plus proche. les etudes techniques sont en cours mais ne sont pas encore assez avancees pour que la chine ait aborde le probleme du financement international de ce projet gigantesque. il convient toutefois de ne pas confondre le role de la chine et celui de la turquie. comme grand etat voisin, la chine occupe une place considerable sur le plan des relations economiques. elle n'a, en revanche, pas d'influence politique comme c'est le cas de la turquie.

le charge d'affaires des etats unis me signale que deux entreprises importantes de son pays, american tobacco et general electric ont deja decide des investissements.

en ce qui concerne la suisse, le ministre de l'economie souhaiterait un apport de notre part dans le domaine de la mecanique de precision, de l'industrie textile, c'est-a-dire du traitement de la laine abondamment produite dans le pays, a quoi s'ajoutent inevitablement les industries alimentaires, le tourisme et la banque. je mentionnerais encore la construction de barrages, dont il n'a pas ete question dans les entretiens avec nous, mais que le president akaiev a fait figurer parmi les souhaits qu'il a presentes a l'Allemagne. le ministre evoque aussi l'idee grandiose d'une banque d'investissements centre-asiatique commune avec participation de capitaux suisses.

tout au long de nos entretiens, il n'a paradoxalement été que peu question de la politique étrangère des deux républiques. il a été souligné (expressément en ki, implicitement au ka) que ces deux républiques ont été jusqu'au dernier moment en faveur d'un maintien de l'union. elles sont indépendantes malgré elles, mais maintenant qu'elles le sont, elles joueront pleinement le jeu de l'indépendance. le ka souligne son intention d'être un état dénucléarisé en dépit du fait qu'il a remis à la Russie la disposition des armes nucléaires situées sur son territoire. le ki veut pratiquer une politique de neutralité non armée que le président akaïev m'a exposée, tout en qualifiant de volcanique la situation de la région. il s'est vivement intéressé à notre neutralité en dépit du fait qu'elle est armée. d'autres entretiens m'ont montré que le ki envisageait cependant une sorte de garde nationale populaire, dont on s'imagine que l'armée suisse pourrait fournir le modèle.

au cours de ce voyage, j'ai pu m'acquitter de tous les mandats que vous aviez bien voulu me confier.

l i e c h t e n s t e i n . nous représentons désormais la principale dans les deux républiques.

c o n v e n t i o n s d e g e n e v e . j'ai fait la démarche prévue à alma-ata pour demander au ka de préciser son attitude à l'égard des réserves soviétiques, à bichkek pour inviter le ki à adhérer ou déclarer la continuité.

t r a i t e s . j'ai soumis dans les deux capitales la liste des accords conclus entre la Suisse et l'Union soviétique en priant mes interlocuteurs de me faire part de leur position quant à la continuité ou à la reprise de certains traités.

a c c o r d s e c o n o m i q u e s . comme ailleurs, j'ai proposé le maintien en vigueur provisoire des quatre accords sélectionnés d'entente avec l'ofaee et, simultanément, j'ai remis notre projet pour un nouvel accord de protection des investissements.

f m i . le sujet n'a pas été abordé à alma-ata. à bichkek, tant le président akaïev que le ministre de l'économie m'ont confirmé la décision d'adhérer au groupe suisse. une lettre dans ce sens a été envoyée au président felber.

u s t - k a m e n o g o r s k . le mae m'a renvoyé, à ce sujet, à l'épouse du président nazarbàïev, qui m'a remis la liste des priorités pour l'aide à apporter aux enfants de cette ville sinistrée.

ritter

ambasuisse